

# Assez d'immigration, augmentez les salaires !



Avec la forte reprise économique, la pénurie de main d'oeuvre se fait sentir dans de nombreux secteurs. Faut-il pour autant faire appel aux immigrés comme le suggèrent certains économistes ?

C'est ce que propose Emmanuelle Auriol. Professeur d'économie à l'Université Toulouse Capitole celle-ci réclame un « *recours accru à l'immigration face aux pénuries de main d'oeuvre* ». Constatant l'échec d'une immigration intra-européenne, faute pour notre pays d'être suffisamment « *attractif* », elle opère une distinction entre « *les réfugiés qui sont un enjeu politique* » et « *les migrants économiques* » que l'on pourrait

solliciter. Une idée fixe ! En 2015 déjà, face aux problèmes posés par l'immigration clandestine, elle proposait dans une tribune de Libération de « *légaliser l'immigration économique en vendant des visas aux gens qui souhaitent travailler chez nous* ».

Jacques Attali est lui aussi un chaud partisan de l'immigration pour pallier au manque de main d'oeuvre dans notre pays. Dès 2008 dans un rapport « *pour libérer la croissance* » remis à Nicolas Sarkozy, il estimait que « *l'immigration, facteur de développement de la population est, en tant que telle, une source de création de richesse, donc de croissance* ». Cette fois c'est dans un livre\* « *Faire réussir la France* » que l'ancien sherpa de Mitterrand récidive. Il propose de « *laisser les immigrés travailler, indépendamment de leur régularisation éventuelle, afin de favoriser leur intégration et faire rentrer des cotisations pour le système social* ».

Rien de bien nouveau sous le soleil. Dans les années soixante déjà, le patronat allait recruter dans les campagnes portugaises, les douars du Maroc ou les villages de l'Afrique noire une main d'oeuvre bon marché et peu revendicative pour les métiers du bâtiment et de l'industrie automobile. Ces filières d'immigration étaient, sinon encouragées du moins tolérées par le gouvernement français. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où la question migratoire empoisonne depuis des décennies la vie politique avec les conséquences néfastes que l'on sait pour la tranquillité publique.

### **Pénurie d'emploi dans tous les secteurs**

Certes, le problème du manque de main d'oeuvre se fait cruellement sentir. 66% des entreprises, autrement dit deux entreprises sur trois, ont du mal à recruter des candidats correspondant à leurs besoins. 300 000 postes sont actuellement à pourvoir. Tous les secteurs souffrent de cette pénurie. La construction, mais aussi l'industrie et les

services aux entreprises sont les plus touchés. Parmi les métiers en tension arrivent en tête les aides à domicile et les aides ménagères, les aide-soignants, mais aussi les chauffeurs routiers, les maçons, les plombiers-chauffagistes, les menuisiers et les charpentiers. Et tout cela en dépit d'un taux de chômage élevé et d'un grand nombre de candidats sur le marché. Aussi, oser affirmer comme Emmanuelle Auriol « *que les autochtones ne veulent pas de ces boulots pénibles et mal payés* » est proprement injurieux. Combien de fois a-t-on entendu ce sophisme éculé ? Les Français seraient-ils moins courageux que d'autres ? Ou faut-il chercher plutôt la raison de cette situation dans le haut niveau de protection sociale dont on bénéficie en France.

En réalité le discours « libéraliste » de ces économistes s'inscrit dans le droit fil de la politique de Bruxelles qui vise à faire venir toujours plus d'immigrés en Europe. Peu importe qu'ils soient en situation régulière ou pas ! Les clandestins ayant l'avantage d'offrir aux chefs d'entreprise une main d'oeuvre à bon marché, certes peu qualifiée mais docile et dévouée.

Il est urgent de mettre fin à cette politique de Gribouille que n'acceptent plus les Français. Il faut que les professions soient rémunérées à leur juste prix en tenant compte des conditions d'exercice de chaque métier.

Souvenons-nous des grandes grèves des éboueurs parisiens au milieu des années 70. C'était l'époque du plein-emploi et la ville de Paris n'arrivait pas à recruter du personnel pour ce travail peu attractif . On fit donc appel à de la main d'oeuvre étrangère. Les candidats étaient recrutés sous le statut de saisonnier. Un emploi moins bien payé que les agents municipaux pour ces contractuels qui représentèrent jusqu'à 75% des éboueurs parisiens. Il fallut attendre 1977 et l'élection de Jacques Chirac pour améliorer la collecte des

ordures ménagères et revaloriser les salaires du personnel. Le métier d'éboueur devint dès lors attractif.

Ne conviendrait-il pas de s'inspirer de cet exemple pour redorer le blason de certains métiers aujourd'hui délaissés car jugés trop contraignants et plutôt mal payés ? Comment expliquer qu'un prof en France soit deux fois moins payé qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas en début comme en fin de carrière ? Pourquoi les salaires des infirmiers hospitaliers sont-ils inférieurs au reste de l'Europe ? Alors que dans la plupart des pays développés le salaire de ces professionnels de santé est supérieur au salaire moyen de l'ensemble des travailleurs, il est chez nous inférieur de 6% à la moyenne des travailleurs français. Un manque de reconnaissance qui explique en partie les difficultés actuelles des hôpitaux confrontés au manque d'infirmières et d'aides-soignantes.

**Alain MARSAUGUY**

\* *Faire réussir la France* de Jacques Attali avec Julie Martinez (Fayard 384p , 19 euros)